



**NATIONS  
UNIES**



**INTOSAI**

**PRATIQUES EFFICACES DE COOPERATION ENTRE LES  
ISC ET LES CITOYENS AFIN D'AMELIORER LA  
REDDITION DES COMPTES PUBLICS**

**Rapport du 21<sup>ème</sup> Symposium ONU/INTOSAI  
sur le contrôle des finances publiques**

**Vienne  
13 au 15 juillet 2011**



**NATIONS  
UNIES**



**INTOSAI**

Division de l'administration publique et de la gestion du développement  
Département des Affaires économiques et sociales (DESA)

**PRATIQUES EFFICACES DE COOPERATION  
ENTRE LES ISC ET LES CITOYENS AFIN D'AMELIORER  
LA REDDITION DES COMPTES PUBLICS**

Rapport du 21<sup>ème</sup> Symposium ONU/INTOSAI  
sur le contrôle des finances publiques

Vienne  
13 au 15 juillet 2011

## TABLE DES MATIERES

1. Synthèse .....	1
2. Ouverture du Symposium - Aperçu .....	3
3. Deliberations du Symposium .....	5
3.1 Introduction.....	5
3.2 Questionnaire sur l'interaction entre les ISC et les citoyens : sondage.....	6
3.3 Communication entre les ISC et les citoyens .....	7
3.4 Participation des citoyens dans l'audit gouvernemental .....	9
3.5 Valeurs et avantages d'une coopération entre les ISC, les parlements et les citoyens .....	12
3.6 Résumé.....	14
4. Conclusions et recommandations.....	17
5. Evaluation.....	24
Annexes.....	26



## 1. SYNTHÈSE

Organisé par les Nations Unies (NU) de concert avec l'Organisation internationale des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), le Symposium intitulé « Pratiques efficaces de coopération entre les Institutions supérieures de contrôle et les citoyens afin d'améliorer la reddition des comptes publics » s'est tenu du 13 au 15 juillet 2011, à Vienne, Autriche. Il s'agissait de la 21<sup>ème</sup> manifestation interrégionale organisée conjointement par la Division de l'administration publique et de la gestion du développement des Nations Unies (DPADM), le Département des Affaires économiques et sociales (DESA) et l'INTOSAI (21<sup>ème</sup> Symposium ONU/INTOSAI).

L'objectif premier du Symposium visait à identifier des pratiques efficaces de coopération entre les ISC et les citoyens et mettre en lumière de nouvelles approches innovatrices pour une telle coopération afin de renforcer le contrôle des finances publiques pour que celui-ci puisse s'engager davantage dans l'intérêt des citoyens.

Environ 140 représentants de 66 Institutions supérieures de contrôle (ISC) originaires de pays industrialisés et en développement ont participé au Symposium ONU/INTOSAI ensemble avec des hauts représentants des Nations Unies, en particulier les Secrétaires généraux adjoints, Sha Zukang du Département des Affaires économiques et sociales (UNDESA) et Carman Lapointe du Bureau des services de contrôle interne des Nations Unies (BSCI), qui étaient présents pour la première fois.

Les conférenciers ont été délégués par l'INTOSAI, l'UNDESA, le Comité des experts en matière d'administration publique des Nations Unies (UNCEPA), l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), la *Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit* (GIZ), l'*International Budget Partnership* (IBP) et l'Union interparlementaire (UIP) ainsi que par les ISC du Brésil, de Chine, de Colombie, du Costa Rica, du Danemark, d'Equateur, du Guatemala, d'Inde, de Corée, d'Indonésie, du Mexique, du Maroc, des Pays-Bas, du Paraguay, de Pologne, de la Fédération de Russie, d'Afrique du Sud, des Etats-Unis et du Venezuela. Le Président de l'INTOSAI et Inspecteur général d'Afrique du Sud, Monsieur Terence Nombembe, a assuré la présidence technique.

Le Symposium a adressé les thèmes principaux suivants :

1. Communication entre les ISC et les citoyens ;
2. Formes de participation citoyenne dans les contrôles des finances publiques ;
3. Valeurs et avantages d'une coopération entre les ISC, les parlements et les citoyens.

Les débats animés et conclusions établies témoignent de l'immense intérêt pour un échange d'information sur la participation des citoyens et une coopération dans le domaine du contrôle externe des finances publiques.

Le thème a été introduit par deux discours d'ouverture tenus par le Secrétaire général de l'INTOSAI, Dr. Josef Moser ainsi que le Secrétaire général adjoint aux Affaires économiques et sociales, Monsieur Sha Zukang, qui sont résumés sous le point « 2. OUVERTURE DU SYMPOSIUM – APERÇU ».

Les participants ont ensuite discuté en profondeur de nombreux exemples intéressants présentés lors du Symposium afin d'illustrer la coopération efficace entre les ISC et les citoyens en termes de communication mutuelle de manière générale, et plus précisément, par rapport à des activités spécifiques de contrôle des ISC. Le point « 3. DELIBERATIONS DU SYMPOSIUM » recueille toutes ces participations, des présentations techniques et documents aux discussions et débats tenus lors des sessions plénières.

Le point « 4. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS » expose les conclusions auxquelles sont parvenus les participants du Symposium, puisant dans les documents, présentations et discussions. Les participants ont avant tout recommandé la poursuite des efforts en vue de l'adoption d'une résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies appuyant les principes des Déclarations de Lima et de Mexico de l'INTOSAI, l'application du Cadre de l'INTOSAI relatif à la communication et à la promotion des valeurs et avantages des Institutions supérieures de contrôle, le développement des relations continues entre les ISC et les Parlements, l'établissement de bons rapports entre les Institutions supérieures de contrôle et les parties intéressées, le renforcement des liens avec les citoyens, organisations sociales, autorités et analystes nationaux, et la reconnaissance des modèles existants de participation des citoyens. L'INTOSAI a été encouragée à collaborer avec l'*International Budget Partnership* (IBP) et d'autres organisations, y inclus la plate-forme commune ONU/INTOSAI, et à envisager une participation au sein du Comité Steward d'initiative multipartite coordonnée par l'IBP ainsi qu'à promouvoir une participation des citoyens en élaborant des mécanismes permettant de recevoir et surveiller tant des plaintes pour non-conformité et mauvaise administration que des suggestions pour une administration publique améliorée.

Un sondage réalisé parmi les participants, qui est présenté en détail sous le point « 5. EVALUATION », a montré que les participants du Symposium l'ont jugé pertinent et réussi.

Une liste de tous les discours et présentations techniques disponibles de manière électronique ainsi qu'une liste des participants du Symposium sont fournies aux « ANNEXES ».

## 2. OUVERTURE DU SYMPOSIUM - APERÇU

Le Secrétaire général de l'INTOSAI et Président de la Cour des comptes d'Autriche, Monsieur Josef Moser, a salué les participants, en particulier les délégations des Nations Unies présidées par le Secrétaire général adjoint, Monsieur Sha Zukang, le Président de l'INTOSAI, Monsieur Terence Nombembe, le Secrétaire d'Etat autrichien, Monsieur Wolfgang Waldner, le Secrétaire général de l'Union interparlementaire, Monsieur Anders B. Johnsson, et les nombreux conférenciers qui ont apporté leurs contributions au Symposium.

Il a souligné que le nombre important de participants et, en particulier, la présence du Secrétaire général adjoint des NU, Monsieur Sha Zukang, qui a participé pour la toute première fois à un Symposium ONU/INTOSAI, ont montré l'intérêt considérable pour le thème de la coopération entre les Institutions supérieures de contrôle et les citoyens ainsi que la grande importance d'évènements communs ONU/INTOSAI.

Monsieur Moser a ensuite donné la parole au Secrétaire d'Etat autrichien, Monsieur Wolfgang Waldner, qui a souhaité la bienvenue aux participants au nom de la République fédérale d'Autriche.

Dans son discours d'ouverture, le Secrétaire général Monsieur Josef Moser a précisé que la pierre angulaire de chaque démocratie est représentée par les ISC qui jouent un rôle fondamental à défendre et à maintenir les principes de bonne gouvernance, transparence et reddition des comptes, en particulier en promouvant l'efficacité du secteur public.

Afin d'atteindre cet objectif, les ISC doivent prendre les préoccupations des citoyens très à cœur dans leur travail et les communiquer en conséquence. De plus, les audits et résultats d'audit doivent être communiqués au public pour que les citoyens puissent ultimement exiger que les résultats d'audit soient mis en œuvre. A cet égard, les citoyens doivent participer activement aux débats politiques et contribuer à la mise en application des résultats d'audit. Fournir une plate-forme appropriée aux citoyens pour un tel engagement est d'une importance cruciale. Lorsque les citoyens réaliseront qu'ils ne sont pas impuissants mais peuvent jouer un rôle actif et défendre leurs intérêts, ils seront disposés à s'engager pleinement.

Comme Monsieur Moser l'a souligné, les efforts entrepris par l'INTOSAI pour promouvoir l'indépendance des ISC par le biais d'une résolution des Nations Unies ont clairement montré quelle importance l'INTOSAI avait accordé ces dernières années à une amélioration de la coopération entre les ISC et les citoyens. Les ISC pouvaient fournir des rapports impartiaux, objectifs et fiables que si elles étaient indépendantes ; une condition fondamentale à une coopération fondée sur la confiance avec les citoyens.

Monsieur Sha Zukang a ensuite loué la collaboration de longue date entre les Nations Unies et l'INTOSAI, qui a été bénéfique de manière concrète à tous les Etats membres des Nations Unies en sensibilisant davantage le public au rôle que jouent et aux contributions que peuvent apporter les Institutions supérieures de contrôle ainsi qu'en diffusant le message d'un gouvernement exemplaire, responsable et luttant contre la corruption. Il a souligné que la corruption continuait d'être endémique dans de nombreux pays, développés et en développement. La corruption est non seulement moralement répréhensible, mais elle affecte la performance économique dans son ensemble, nuit à la confiance des personnes dans les institutions publiques et menace l'Etat de droit. D'un point de vue du développement, la corruption sape l'attribution des ressources, entraîne un gaspillage et crée des coûts pour les entreprises. Elle affaiblit les fondements institutionnels duquel dépend un développement durable. Il est évident qu'une bonne gouvernance commence et se termine par la lutte contre la corruption.

Quant à l'INTOSAI, le Secrétaire général adjoint a expliqué que les Nations Unies étaient prêtes à élargir et à approfondir leur collaboration avec l'INTOSAI et ses membres, en particulier dans le domaine de la corruption et avait besoin de l'expertise de l'INTOSAI en termes d'audits et de ses connaissances de la reddition des comptes.

Par la suite, Monsieur Sha Zukang a spécifiquement fait référence à la Conférence des Nations sur le développement durable, aussi connu sous la dénomination « Rio+20 », en 2012, axée sur deux thèmes : une économie verte dans le contexte d'un développement durable et d'une éradication de la pauvreté ainsi que le cadre institutionnel pour un développement durable.

Etant donné qu'une bonne gouvernance à tous les niveaux est essentielle au développement durable, l'INTOSAI et ses membres peuvent faire beaucoup pour apporter un soutien à la bonne gouvernance en vue d'un développement durable. En sa qualité de Secrétaire général de la conférence Rio+20, le Secrétaire général adjoint a invité l'INTOSAI à formuler des propositions visant des mesures et des solutions, étant donné que les Etats membres examinaient diverses options permettant de renforcer les institutions du développement durable aux niveaux national, régional et international.

### 3. DELIBERATIONS DU SYMPOSIUM

#### 3.1 Introduction

Le thème du Symposium intitulé « Pratiques efficaces de coopération entre les ISC et les citoyens afin d'améliorer la reddition des comptes publics » a traduit une reconnaissance croissante du besoin d'approfondir les processus participatifs pour les questions ayant trait à l'administration publique. L'échange systématique d'information sur des questions partagées liées à la reddition des comptes du secteur public, entre les citoyens et leur société civile et des organisations du secteur privé avec les ISC aide à garantir que tout aspect en matière de gouvernement est tenu comptable envers les personnes. Des discussions publiques informées, des délibérations inclusives et un engagement actif englobant des acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux accroissent l'économie, l'efficience, l'efficacité, l'équité, la légalité et l'éthique des opérations gouvernementales.

Avec leur responsabilité d'indépendance, de professionnalisme et de fiabilité, les ISC jouissent d'une position unique qui leur permet d'être au service du public en promouvant une gouvernance publique efficace, augmentant l'efficacité de l'administration publique, améliorant les résultats de développement, luttant contre la corruption et favorisant la confiance dans le gouvernement. Pour ce qui est de l'examen du public, les ISC ont un rôle très important et pertinent à jouer. En rendant leurs rapports publics, elles rendent les mesures gouvernementales transparentes pour les citoyens ; et, en répondant aux questions légitimes des citoyens, de la société civile et du secteur privé, elles aident à construire la confiance publique.

Le thème général du Symposium a été réparti en trois sous-thèmes :

- Le sous-thème 1 ( président thématique : O. Faqeeh, ISC d'Arabie saoudite ) était axé sur la communication entre les ISC et les citoyens afin d'améliorer la reddition des comptes publics et a exploré les meilleurs moyens pour sensibiliser davantage les citoyens au travail des ISC. Il a aussi examiné comment les ISC pouvaient communiquer au mieux aux citoyens des informations spécifiques d'audit, quels réseaux étaient requis pour accueillir des informations recueillies par les citoyens pour pouvoir les inclure dans leur travail d'audit futur.
- Le sous-thème 2 ( président thématique : Secrétaire général adjoint des Nations Unies, Monsieur Sha Zukang, UNDESA ) a examiné les différentes formes de participation des citoyens dans les audits gouvernementaux, en particulier les moyens efficaces et conditions nécessaires pour inclure les citoyens dans les processus d'audit.

- Le sous-thème 3 ( président thématique : Monsieur Terence Nombembe, ISC d'Afrique du Sud ) a discuté les valeurs et avantages d'une coopération entre les ISC, les parlements et les citoyens de leurs points de vue respectifs.

Monsieur Nombembe ( ISC d'Afrique du Sud ) a également assuré la présidence technique de la réunion.

### **3.2 Questionnaire sur l'interaction entre les ISC et les citoyens : sondage**

Le programme technique en tant que tel était basé sur un questionnaire relatif à l'engagement des citoyens par les ISC, qui avait été envoyé à toutes les institutions membres de l'INTOSAI avant le Symposium.

Le sondage a montré qu'un grand nombre d'ISC publient des brochures, des livres et des vidéo sur leurs activités afin de sensibiliser les citoyens au travail qu'elles accomplissent, ou de proposer du matériel d'apprentissage et des présentations sur leurs tâches et activités aux écoles et universités. Certains ont recours à des réseaux sociaux comme Facebook, Twitter ou YouTube pour présenter leur travail ainsi que les valeurs et avantages des ISC auprès des citoyens.

Presque toutes les ISC utilisent leurs sites pour communiquer au public leurs résultats d'audit et des informations spécifiques aux audits. Elles poursuivent une politique active relative aux médias pour informer le public sur leurs résultats d'audit et recommandations.

Certaines ISC ont mis en place des mécanismes de dépôt de plaintes afin de promouvoir l'engagement des citoyens dans les contrôles gouvernementaux, de manière à ce que les préoccupations des citoyens puissent être incluses dans la planification des programmes d'audit et dans les processus d'audit. La plupart des ISC permettent aux citoyens de soumettre leurs préoccupations soit au téléphone ou par écrit ; dès fois même, en proposant des heures de consultations publiques. Certaines de ces plaintes sont ensuite prises en charge par des départements désignés en la matière et peuvent donner lieu à des contrôles ad hoc dans certains pays.

De nombreuses ISC ont des groupes de discussion institutionnalisés, mènent des sondages auprès des citoyens ou encore des dialogues d'experts en vue d'encourager l'engagement des citoyens et d'obtenir des informations pertinentes ainsi qu'un savoir-faire de tierces personnes avant un contrôle et de les intégrer dans leur travail.

### 3.3 Communication entre les ISC et les citoyens

Des contributions relatives à ce sous-thème ont été apportées par M. J. Jezierski (ISC de Pologne) sur la communication entre les ISC et les citoyens pour améliorer la reddition des comptes publics, M. A. El Midaoui (ISC du Maroc) sur la sensibilisation des citoyens au travail des ISC, et M. S. Stepashin (ISC de la Fédération de Russie) sur la communication aux citoyens d'informations spécifiques liées aux audits. De plus, M. A. Mukhopadhyay (ISC d'Inde) a décrit des approches d'audit social spécifiques à l'Inde, et Mme Edwards (UNCEPA) a fourni de précieuses informations sur les concepts de reddition des comptes partagée dans le domaine de la prestation de services. Des études de pays des ISC du Brésil, de Colombie, d'Indonésie et des Pays-Bas ont montré des exemples pour illustrer l'amélioration de la communication et de la coopération entre les ISC et les citoyens, en développant et en mettant en œuvre les relations publiques ainsi que les stratégies de communication et en utilisant les médias sociaux, qui prennent de plus en plus d'importance dans la communication avec les citoyens et leur implication dans les affaires publiques.

Il régnait un consensus général sur le fait que l'audit représente un service public et que les ISC ont besoin de communiquer efficacement avec les citoyens pour améliorer la reddition des comptes publics. Finalement, en tant que bénéficiaires finals, les citoyens sont les parties intéressées les plus importantes des institutions supérieures de contrôle. Néanmoins, dans de nombreux cas, ce sont eux qui réalisent le moins les bénéfices d'un audit et d'une reddition des comptes publics. Des sondages ont montré qu'une part considérable de la population comprenaient peu du travail des ISC. Pour cette raison, il est nécessaire que les ISC conçoivent des moyens appropriés pour sensibiliser le public général à l'importance que représentent les audits gouvernementaux.

Il faut comprendre que même si les résultats d'un processus d'audit sont principalement de nature technique, ils reflètent la vraie capacité d'un gouvernement à répondre aux besoins des citoyens, et donnent donc des informations précises et rapides aux utilisateurs sur la façon dont leur argent a été dépensé. En fournissant des rapports basés sur des faits de manière accessible au public général, les ISC alimentent les citoyens avec des informations qu'ils peuvent utiliser pour accroître leurs connaissances sur les dépenses gouvernementales, exercer leur fonction de surveillance, leur permettant de suivre les résultats d'audit et de faire appliquer la mise en œuvre des recommandations des ISC.

Les ISC, dont l'une des principales caractéristiques est de satisfaire tant l'Etat que les citoyens, doivent établir une relation de confiance avec les citoyens et répondre efficacement à leurs préoccupations. Les ISC devraient adopter une stratégie active de communication pour offrir la meilleure couverture de leur travail et souligner leurs principales conclusions. Les entités de contrôle gouvernemental devraient toujours garder à

l'esprit qu'elles rédigent leurs rapports non seulement pour une minorité spécialisée mais pour une nation dans son ensemble. Pour que les rapports d'audit soient d'utilité pour les citoyens, ils doivent être d'actualité et facilement accessibles, ainsi qu'être rédigés dans un langage clair et facilement compréhensible.

Une politique des médias efficace est essentielle pour faire passer les messages des ISC au public. Ne pouvant et ne devant pas interférer avec la liberté d'établir des rapports, les ISC pourraient en effet agir de soutien à ceux qui rédigent les rapports en fournissant les compétences techniques requises pour comprendre leurs pratiques d'audit, la vraie portée des décisions ainsi que le mandat légal et les contraintes liées aux pratiques d'audit. Des analystes mieux informés peuvent obtenir des points de vue équilibrés et objectifs des faits, et de ce fait sont à même de produire des informations plus précieuses pour le public.

Outre les interviews avec la presse écrite, la radio, les médias en ligne et la télévision, les ISC peuvent aussi accroître le profil de leurs missions et travailler en approchant le public de manière continue, par exemple en soulevant des questions dans leurs domaines d'expertise devant des forums publics, conférences ou universités, en répondant aux lettres et aux appels des citoyens, en établissant des contacts directs avec les citoyens ou en organisant des actions communes avec des ONG et organisations de la société civile.

Une diffusion appropriée d'information requiert une diversification des moyens de communication. Les ISC devraient donc avoir recours aux nouvelles technologies d'information et de communication pour rendre l'information sur leurs activités et opérations plus accessible au public à une grande échelle. Quelques ISC, par exemple, ont produit des vidéos et podcasts audio ayant trait à leur travail pour diffusion sur YouTube, iTunes et d'autres plate-formes en ligne afin d'aider les citoyens à rester à jour en termes de rapports des ISC et d'activités d'audit. En effet, la plupart des ISC utilisent des sites Internet pour transmettre leur message au public de manière convenante, efficace et économique. Toutefois, l'accès aux ressources Internet dont bénéficie le public dans chaque pays individuellement varie énormément, et cela est vrai également pour la clarté des contenus de ces sites web.

Puisque la communication avec les citoyens est un processus qui va dans les deux sens, les ISC doivent mettre en place des réseaux de communication efficaces avec les citoyens qui leur permettent de recevoir des plaintes et, donc, sélectionner les agences ou programmes à contrôler, ainsi que d'ouvrir les contrôles aux suggestions, propositions et commentaires.

Le retour que reçoivent les ISC du public sur leurs résultats d'audit est à la fois un cadeau et un défi puisqu'il inspire les ISC à se concentrer davantage sur des sujets de préoccupation des citoyens lors de contrôles futurs.

En réagissant aux plaintes des citoyens au cours des processus d'audit respectifs, les ISC peuvent trouver des indications sur des cas de fraude éventuels et des domaines à risque élevé, et donc rendre les audits plus réactifs. Des mesures spéciales que les ISC peuvent prendre à cet égard sont, d'une part, des interviews avec les citoyens et, d'autre part, la mise en place de messageries ou lignes d'assistance téléphonique pour le dépôt de plaintes.

Mme Edwards du Comité des experts en matière d'Administration Publique des Nations Unies (CEPA) s'est penchée sur la question d'adapter le modèle ou cadre de reddition des comptes hiérarchique traditionnel à des environnements dans lesquels les frontières entre les secteurs public et privé s'estompent et pour lesquels de nombreux acteurs sont impliqués à délivrer des services afin de répondre aux besoins des citoyens. Dans le contexte d'une implication des citoyens qui assurent que les gouvernements rendent compte de leurs services de prestation, elle a souligné qu'il fallait aussi équilibrer les longues périodes qui peuvent être nécessaires pour dialoguer avec les citoyens et a demandé des actions concrètes de terrain au plus vite. Le défi important à relever est de remodeler les processus de gouvernance pour que les tensions inévitables puissent être minimisées et gérées.

### **3.4 Participation des citoyens dans l'audit gouvernemental**

En les impliquant dans les processus d'audit, les ISC permettent aux citoyens de comprendre le processus budgétaire et les résultats économiques y afférents. Ceci leur permet de responsabiliser le gouvernement et de protéger leurs intérêts.

Les citoyens peuvent être impliqués de différentes manières et à différentes étapes du processus d'audit. A cet égard, les ISC peuvent jouer un rôle important au sein du mécanisme de promotion d'une gouvernance nationale.

La mise en place de réseaux de coopération efficaces avec les citoyens est vitale, en particulier si l'on tient compte de l'implication des ISC en matière de lutte contre la corruption. Les ISC devraient créer un environnement, qui permet aux citoyens de s'impliquer dans le processus d'audit, en publiant leurs plans d'audit annuels, sollicitant les opinions des citoyens et membres de Parlement par le biais du site web officiel des ISC ou de sondages publics avant de décider des missions de contrôle spécifiques.

Monsieur Dasheng Dong (ISC de Chine) a relaté que les citoyens étaient très préoccupés par les résultats de l'audit réalisé intitulé « Leaders' Accountability Audit », un audit spécial réalisé sur la performance de la reddition des comptes des leaders élus en Chine. L'implication des citoyens a favorisé le travail efficace des fonctionnaires d'Etat. Tant l'efficacité de l'audit que le niveau de gouvernance avaient été sensiblement améliorés.

Les participants ont convenu que l'inclusion des citoyens dans le processus d'audit doit être fondée sur des stipulations juridiques appropriées, nécessitant des normes de contrôle pertinentes et la publication de lignes directrices claires liées à la pratique. Elle requiert également des réseaux multitype mais relativement fixes pour qu'une communication efficace permette la diffusion de connaissances liées à l'audit parmi les citoyens et, donc, une compréhension et utilisation correctes. De plus, une inclusion des citoyens exigeait une sensibilisation de ceux-ci pour qu'ils comprennent bien les avantages liés à une participation des citoyens dans le processus d'audit et pour améliorer leurs compétences ayant trait aux citoyens.

Si les ISC réussissent à mettre en place des mécanismes appropriés pour recevoir des plaintes des citoyens, ceux-ci peuvent, lorsqu'ils identifient des activités abusives ou des faiblesses dans des programmes qui requièrent une grande vigilance, alerter les ISC suffisamment tôt afin que celles-ci puissent prendre des mesures. Plusieurs ISC, y inclus l'ISC du Mexique, ont mis en place des mécanismes ( par ex., des lignes d'assistance, des messageries ) en vue de recevoir des informations anonymes du public ayant trait à de présumées irrégularités, et de tenir compte de ces renseignements dans leurs programmes de planification d'audit annuels. Mme Patricia Dalton du *General Accountability Office* (GAO) des Etats-Unis a présenté les mécanismes introduits par son ISC. Elle a mentionné en particulier le programme intitulé *FraudNet*, qui fait partie intégrante des *Forensic Audits* et *Investigative Service Team* auprès de GAO, et donne la possibilité aux citoyens de rapporter anonymement par le biais de divers mécanismes des allégations de fraude, de gaspillage, d'abus ou de mauvaise gestion des fonds fédéraux, y inclus par courrier postal, par courriel, un site web, un numéro gratuit, ou via fax. Ici aussi une politique d'information active s'impose pour expliquer les objectifs et l'utilisation de *FraudNet* aux citoyens.

L'ISC pourrait également recueillir des informations par le biais de forums, de comités consultatifs, de groupes de travail, ainsi que par des analyses périodiques ayant trait à des questions internationales et nationales qui affectent l'environnement politique et social au sein duquel travaillent les ISC. Les différentes leçons apprises dans la communauté d'audit nationale et internationale devraient être abordées et prises en compte dans le planning de travail stratégique et annuel de l'ISC. Une autre méthode très concrète à laquelle l'ISC peut avoir recours pour obtenir une implication directe des citoyens dans son travail d'audit est l'utilisation de groupes de discussion de citoyens, et des sondages.

En fait, comme les participants l'ont bien dit, la démocratie n'aurait jamais pu être réalisée uniquement en conférant le droit de vote aux citoyens et le droit de choisir leur gouvernement, mais qu'il s'agissait aussi de leur donner le droit d'obtenir des informations et de demander des comptes. Un système restrictif de reddition des comptes, où l'audit public est dénaturé comme apanage institutionnel des ISC et où le réseau prévalent des

rapports des ISC n'est qu'une hiérarchie bureaucratique et législative, ne laissant pas de place à une participation directe des citoyens ordinaires ou des institutions de société civile, n'est clairement pas acceptable dans un monde post-moderne nivelé.

Dans ce contexte, Monsieur A. Mukhopadhyay (ISC d'Inde) a mentionné le mouvement social naissant pour un audit social en Inde depuis 1996, et ce en vue d'accroître la reddition des comptes publics. Définissant la transparence non seulement comme simple visibilité qui pourrait être le choix de l'Etat, mais de manière plus essentielle, le processus de quête de correspondance entre les registres d'expériences/souvenirs dans l'esprit des gens et les registres de l'Etat, le mouvement a réussi à arracher la loi indienne sur le droit à l'information de la législation en 2005. Il a été désormais largement reconnu que l'enthousiasme avec lequel les citoyens individuels avaient fait usage de ce droit avait annoncé une transformation au sein de l'administration civile.

L'audit social comme pratique avait été favorablement accueilli par les citoyens ( en particulier les pauvres ) comme moyen approprié pour garantir la responsabilité tant des fonctionnaires que des politiques en raison de sa capacité éprouvée à réunir des gens de tous horizons – sur des plate-formes médiatiques ou dans des assemblées locales – qui s'engagent à recueillir ensemble des preuves d'irrégularités/de corruption, que ce soit pour des projets de privatisation de haute technologie ou pour la fourniture de services sociaux, dépendant du sujet en question.

Des consultations avec des groupes consultatifs et des organisations professionnelles formés par des citoyens de toutes disciplines sont un autre moyen d'inclure les citoyens dans la planification d'audit et le travail d'audit des ISC. Ces groupes peuvent donner conseil sur des sujets tels la planification stratégique, les normes de contrôle et d'autres questions liées à l'audit. De plus, les ISC peuvent impliquer directement les citoyens par le biais de groupes de discussion et de sondages afin de donner des informations sur certaines missions d'audit des ISC, le cas échéant.

Une assurance qualité plus élevée est obtenue en impliquant des parties qui ont des connaissances solides du sujet. Les groupes de discussion présentent une bonne opportunité pour tirer profit des connaissances approfondies dans le processus d'audit. Les groupes de discussion qui impliquent tant des entités contrôlées que des citoyens et experts pertinents sont particulièrement utiles dans la phase d'analyse et de finalisation d'un contrôle, étant donné que toutes les parties pertinentes sont réunies en même temps et entendent les commentaires des uns et des autres. De plus, mener des réunions de groupes de discussion garantit que les questions pertinentes sont incluses dans le contrôle à un stade précoce du processus d'audit. Et, finalement, les groupes de discussion permettent un niveau supplémentaire d'assurance qualité, en particulier en vue d'assurer l'adéquation et l'exhaustivité d'un contrôle, y compris pour les recommandations.

Il y a eu un débat intensif sur la faisabilité d'allouer aux citoyens et aux organisations non-gouvernementales (ONG) un rôle plus actif dans le processus d'audit. Etant donné l'intérêt mutuel à améliorer le cadre institutionnel global pour l'exercice de responsabilité ( politiques de transparence, accès à la législation et aux mécanismes d'information ), et à renforcer les mécanismes en place pour contrer les malfaiteurs, les participants pensent que la société civile pourrait devenir une alliée importante si les ISC luttent contre des empiètements illégaux d'autres agences publiques qui pourraient compromettre leurs intégrité et autonomie. En accédant à certains types d'information que des organisations sociales sont plus à même d'obtenir, la participation d'OSC pourrait améliorer les capacités de contrôle des ISC ; en outre, les plus grandes connaissances sociales acquises et la légitimité des ISC pourraient se traduire en un renforcement du soutien public pour leur mission.

### **3.5 Valeurs et avantages d'une coopération entre les ISC, les parlements et les citoyens**

Le travail des ISC est largement amélioré grâce au soutien des citoyens, qui assurent un suivi de leurs conclusions et recommandations et conduisent à des mesures correctives. Tisser des liens plus étroits entre les ISC et les citoyens dans le processus budgétaire semble en être une conséquence logique. Les ISC peuvent interagir directement avec des citoyens ou par le biais de partenaires et réseaux tels les parlements, les médias et des OSC qui partagent l'objectif de responsabiliser le gouvernement au nom des citoyens. Les avantages et inconvénients des diverses formules d'interaction ont été examinés sous différentes perspectives.

Monsieur Anders B. Johnsson ( Secrétaire général de l'Union interparlementaire, UIP ) a présenté le point de vue des Parlements, Madame Oyhanarte ( Comité des experts en matière d'Administration Publique des Nations Unies, UNCEPA ) celui des perceptions des citoyens, MM. Kyuhu Jo ( ISC de Corée ) et Terence Nombembe ( ISC d'Afrique du Sud ) ont examiné les valeurs, avantages et défis d'une telle coopération pour les Institutions supérieures de contrôle. Monsieur R. Acosta Zuniga ( ISC du Costa Rica ), Monsieur V. Von Stemann ( ISC du Danemark ), Monsieur C. Faggioni ( ISC d'Equateur ) et Monsieur A. Gonzalez ( ISC du Venezuela ) ont partagé leurs expériences en matière d'approches réussies, de stratégies, d'outils et de bonnes pratiques liées à l'engagement de citoyens. MM. E. Peruzzotti ( UNDESA ) et R. Villarreal ( chef de la Division de l'administration publique et de la gestion du développement, UNDESA ) ont présenté une analyse de l'interaction entre les ISC et les citoyens dans le contexte de la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et, finalement, Monsieur D. Gottwald ( UNDOC ) a informé des dernières évolutions liées à la Convention des Nations Unies contre la corruption (UNCAC).

Monsieur Anders B. Johnsson (UIP) a plaidé en faveur d'une relation de travail étroite entre les Institutions supérieures de contrôle et les Parlements, expliquant qu'une plus grande transparence et reddition des comptes qui en résulteraient devraient avoir une incidence positive sur la confiance du public dans le gouvernement et renforcer la démocratie.

De l'avis général, les parlements et les ISC devaient élaborer des relations étroites et continues, et l'INTOSAI ainsi que l'UIP avaient un rôle majeur à jouer dans ce processus. L'accent a été mis une nouvelle fois sur le fait que les ISC et les parlements n'étaient pas les seules parties intéressées. Il était tout aussi essentiel d'impliquer les médias et la société civile. La société civile pourrait apporter les informations et l'expertise aux parlements – et aux ISC – dont ils auraient besoin pour surveiller efficacement la performance budgétaire réalisée par le gouvernement.

Madame Oyhanarte (UNCEPA) a signalé que la reddition des comptes et l'accès à l'information sont les deux côtés de la même pièce de monnaie, améliorant à la fois l'efficacité et l'efficience de gestion des politiques publiques. Elle a affirmé que l'accès à l'information publique était un bien public et que la transparence devait faire partie des processus quotidiens de l'administration publique.

Il a été généralement admis parmi tous les participants que la valeur et les avantages de l'engagement des citoyens pour le développement étaient de plus en plus reconnus. La perspective et la perspicacité des citoyens et de leurs représentants fortement engagés ajoutent de la valeur au travail d'audit à tous les niveaux. Une coopération avec les citoyens sert à canaliser les efforts d'audit public et à améliorer ainsi l'efficience du contrôle et des fonctions de surveillance inscrits dans le mandat des ISC. Des interactions avec les citoyens comme destinataires des services gouvernementaux sensibilisent aux attentes des parties intéressées et permettent aux ISC de les inclure en temps opportun dans les plans stratégiques, plans d'activités et plans d'audit, le cas échéant. Les ISC sont alors en mesure d'examiner des questions qui resteraient autrement entièrement en dehors de la sphère de perception du public. Le rôle que peut jouer la société civile en suivant la mise en œuvre des recommandations d'audit peut, en outre, être celui de pression sur l'exécutif à mettre en œuvre les recommandations des ISC.

Les groupes de discussion représentent un bon outil afin d'obtenir des contributions de citoyens pour des audits spécifiques, en particulier des audits de performance. Des contributions d'organismes professionnels et de groupes de pression réputés ajoutent aussi de la valeur au processus d'audit.

Les OSC peuvent jouer un rôle important pour ce qui est du renforcement institutionnel de leurs pays respectifs en surveillant le gouvernement par le biais d'audits extérieurs réalisés

par les ISC dans des organismes et des programmes gouvernementaux. Les OSC peuvent aussi formuler des recommandations sur la sélection des audits à réaliser par les ISC basées sur des informations solides que les OSC peuvent obtenir dans leur travail. En jouant le rôle de « pont » crédible, entre les ISC et les citoyens, les représentants des OSC peuvent apporter assistance en facilitant des discussions plus efficaces avec les citoyens qu'ils représentent lors d'interactions, comme la communication des conclusions d'audit.

D'une coopération avec les citoyens il émane des effets directs et indirects. Les effets directs incluent l'élimination de zones aveugles dans les audits publics, une plus grande assurance que le secteur public répond aux exigences des citoyens et une meilleure identification du gaspillage budgétaire et d'une mauvaise gestion. Les effets indirects incluent une participation des citoyens qui sert à renforcer la confiance publique dans le gouvernement et à promouvoir les valeurs et les avantages d'un contrôle gouvernemental extérieur.

Une coopération avec les citoyens implique toutefois un nombre de risques et de défis à relever pour les ISC. En particulier, des influences inappropriées pourraient entraver l'indépendance des ISC et avoir une incidence négative sur la réputation de ces dernières. Les ISC devraient pour cette raison soigneusement vérifier avec quelles institutions elles créent des partenariats et ne choisir que les institutions et les réseaux qui ne terniront ni leur réputation ni leur image. Aussi, des compétences supplémentaires peuvent être requises pour des interactions avec les citoyens ou exiger un nouveau code de conduite pour les ISC. A certains égards, il peut y avoir le danger de dédoublements avec les activités de médiateurs. Il se peut que certaines demandes d'investigation reçues par les citoyens ne relèvent pas du mandat des ISC, et dans certains pays, le cadre juridique des ISC peut prévenir, voire limiter une coopération avec les citoyens.

### **3.6 Résumé**

Comme les sociétés deviennent diverses et complexes, les fonctions traditionnelles des ISC évoluent de façon innovante pour élargir la reddition des comptes efficace du secteur public à tous les citoyens, et en termes équitables, à tous ceux pour lesquels une reddition des comptes du secteur public peut apporter de meilleures opportunités en vue d'un développement économique, social et humain.

Une nouvelle gestion publique et les transformations qu'elle a apportées à la lumière de la crise financière, économique et budgétaire actuelle ont montré que les audits des ISC ne représentent qu'une face de la pièce de monnaie. De l'avis général, une coopération entre les citoyens et les ISC bénéficiait à tous, étant donné que les citoyens et les ISC partagent les mêmes objectifs, en l'occurrence accroître l'efficacité du gouvernement, assurer une gouvernance publique, améliorer la transparence, examiner la reddition des comptes du

secteur public, et, finalement, favoriser le développement pour tous, contribuer aux acquis des OMD. Les ISC sont conscientes qu'elles devraient explorer et conclure si possible des partenariats ainsi qu'institutionnaliser l'engagement des citoyens, de leur société civile et des organisations du secteur privé pour faire en sorte que l'administration publique soit efficace, efficiente, à l'écoute et adhère entièrement aux principes de légalité.

Les ISC devraient adopter une approche multidisciplinaire en vue d'atteindre une politique de communication cohérente et diversifiée. Elles doivent clairement communiquer aux citoyens ce qu'elles font et quelle valeur ajoutée elles apportent à leurs Etats et leurs sociétés afin d'accroître les connaissances du public en termes de rôle des ISC dans la reddition des comptes. Celles-ci devraient faciliter l'accès des citoyens à l'information générée par les ISC, qui se doit d'être pertinente, fiable et présentée de manière globale ainsi que facilement accessible au public. Une telle communication avec les citoyens est un processus qui va dans les deux sens, puisque les citoyens, eux aussi, produisent des informations précieuses utiles aux audits réalisés par les ISC, renforçant ainsi le rôle des ISC.

Il est très important que les ISC soient jugées crédibles avant d'interagir avec les citoyens pour renforcer la confiance de ceux-ci. Bien que des défis aient aussi été identifiés, la plupart peut être surmontée en sélectionnant soigneusement les institutions avec lesquelles elles s'associent lorsqu'elles interagissent avec les citoyens, ainsi qu'en planifiant et mettant en œuvre correctement les mesures prises pour relever ces défis. Il a aussi été clairement indiqué qu'une solution toute faite est inappropriée et que les ISC doivent évaluer la maturité de leurs propres environnements afin de déterminer la nature et l'étendue de leurs interactions avec les citoyens. Finalement, les ISC peuvent apprendre de leurs expériences respectives, réaffirmant la pertinence de la devise de l'INTOSAI, à savoir « *Experientia mutua omnibus prodest* » – l'expérience mutuelle profite à tous.

Les participants du Symposium ont adopté à l'unanimité des recommandations et conclusions qui visent à améliorer la reddition des comptes public par le biais d'une coopération entre les ISC et les citoyens. Celles-ci incluent les propositions pratiques et spécifiques suivantes :

1. Poursuivre les efforts afin d'adopter une résolution de l'Assemblée générale des NU appuyant les principes inscrits dans les Déclarations de Lima et de Mexico et reconnaissant le travail de l'INTOSAI ;
2. Appliquer le Cadre de l'INTOSAI pour communiquer et promouvoir la valeur et les avantages des Institutions supérieures de contrôle afin d'accroître la crédibilité des ISC et améliorer la vie des citoyens ;

3. Améliorer les connaissances du public en termes de travail et rôle des ISC ainsi que de leur valeur ajoutée par une couverture médiatique continue, des campagnes publiques, l'utilisation des réseaux sociaux, et autres activités de sensibilisation dans les langues locales, le cas échéant ;
4. Développer et mettre en œuvre les relations publiques et stratégies de communication pour une communication active, précise et transparente avec les médias ;
5. Appuyer des systèmes de transparence budgétaire et des actions qui informeront les citoyens sur le processus budgétaire entier, y inclus sur les amendements aux et l'exécution du budget ;
6. Promouvoir une participation des citoyens en élaborant des mécanismes de dépôt et de surveillance de plaintes pour non-conformité et abus, ainsi que pour des suggestions visant une administration publique améliorée ;
7. S'engager à apporter une contribution au Sommet Rio+20 sur les changements climatiques au mois de juin 2012, sur invitation des NU, par le biais de mécanismes appropriés de l'INTOSAI ;
8. Etablir un ordre du jour commun avec l'UNDESA afin de renforcer les capacités dans tous les pays, y inclus un partenariat entre les pays développés et en développement, et visant à améliorer le processus d'audit, la transparence ainsi que l'éradication de la corruption ;
9. Contribuer spécifiquement à la prévention de la corruption conformément à la Convention des Nations Unies contre la corruption ;
10. Encourager le partage d'information et d'expériences parmi les ISC afin de promouvoir des interactions efficaces et efficaces avec les citoyens ;
11. Elaborer des conseils de l'INTOSAI relatifs à la coopération avec les citoyens dans le cadre du programme d'activité du Groupe de travail de l'INTOSAI sur la valeur et les avantages des ISC afin d'aborder les opportunités ainsi que les risques liés à une communication avec les citoyens.

#### 4. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

**Soulignant** l'importance d'une coopération efficace entre les institutions supérieures de contrôle et les citoyens dans le but d'assurer et de renforcer la transparence, la reddition des comptes et la bonne gestion des affaires publiques ;

**Confirmant** qu'une coopération efficace n'est possible que par une communication efficace ;

**Considérant** que les institutions supérieures de contrôle se trouvent dans une position de choix pour servir les citoyens en contribuant à assurer que les deniers publics soient dépensés de manière économique, efficace et efficiente et qu'ils soient convenablement contrôlés ;

**Conscients** que les efforts des institutions supérieures de contrôle et ceux des Parlements fortement engagés se complètent mutuellement dans la mesure où ils améliorent la performance de l'administration publique, accroissent l'efficacité de la gestion des affaires publiques et renforcent la confiance dans le gouvernement ;

**Se félicitant** de la déclaration de l'Union interparlementaire (UIP) suivant laquelle l'organisation va renforcer son activité en vue d'accroître la capacité des Parlements d'exercer leur contrôle et d'exécuter leurs fonctions budgétaires et d'audit ;

**Soulignant** les conditions essentielles consacrées dans les déclarations de Lima et de Mexico concernant l'activité des institutions supérieures de contrôle ;

**Notant avec satisfaction** que la résolution du Conseil économique et social (ECOSOC) juge favorablement l'activité de l'Organisation internationale des institutions de contrôle des finances publiques qui vise à promouvoir une transparence plus grande, l'obligation de rendre compte et la perception et l'utilisation efficace et efficiente des ressources publiques pour le plus grand bien des citoyens. Par ailleurs, que la résolution de l'ECOSOC note avec appréciation la Déclaration de Lima de 1977 sur les lignes directrices du contrôle des finances publiques et la Déclaration de Mexico de 2007 sur l'indépendance des ISC, qui exposent les principes de l'indépendance du contrôle des finances publiques et qui encouragent une propagation large de ces principes ;

**Soutenant** l'avis du Comité des experts en administration publique (CEPA) suivant lequel les ISC pourraient contribuer à l'autonomisation des citoyens en instaurant un civisme actif et en enseignant aux citoyens leur droit d'accès à des renseignements publics de qualité et à une reddition exacte des comptes relatifs aux procédures du gouvernement, permettant ainsi aux citoyens habilités à renforcer la démocratie ;

**Se félicitant** du rôle des ISC dans le processus d'audit et de sa contribution à la mise en œuvre des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) ;

**Constatant** que l'audit n'est pas une fin en soi, mais un élément incontournable de tout système réglementaire dont l'objectif est de mettre en évidence les déviations et les violations des normes acceptées et de promouvoir le respect des principes de légalité, d'efficacité, d'efficience et d'économie dans la gestion financière ;

**Conscients** que les institutions supérieures de contrôle devraient jouer un rôle important dans l'amélioration de la bonne gestion des affaires publiques ;

**Reconnaissant** l'importance de la contribution/collaboration/participation des citoyens dans le processus budgétaire et le rôle des organisations concernées souhaitant promouvoir cet objectif, comme l'International Budget Partnership (IBP) ;

**Rappelant** les efforts combinés continus des Nations Unies et de l'INTOSAI en vue de renforcer la coopération entre les institutions supérieures de contrôle et les citoyens, notamment le Symposium de 2007 sur la valeur et les avantages du contrôle des finances publiques dans un contexte mondialisé et le Symposium de 2009 sur l'INTOSAI - partenaire actif dans le réseau international pour la lutte contre la corruption ; mise en place de la transparence afin de promouvoir la sécurité sociale et d'enrayer la pauvreté ;

**Appréciant** le travail important du Groupe de travail de l'INTOSAI sur la valeur et les avantages des institutions supérieures de contrôle et le mandat que la communauté de l'INTOSAI lui a confié tel que stipulé dans les Accords de Johannesburg du XX<sup>ème</sup> INCOSAI en 2010 ;

**Soulignant** que les institutions supérieures de contrôle luttent pour être reconnues comme institutions modèles indépendantes dans la mesure où elles souhaitent améliorer les conditions de vie des citoyens, tout en créant une valeur ajoutée pour l'État et la société en général en réagissant aux demandes de rendre compte et d'éliminer la corruption qui sont formulées par les principales parties prenantes, notamment les citoyens ;

**Reconnaissant** que les institutions supérieures de contrôle doivent protéger leur propre réputation en collaborant seulement avec les organisations qui représentent les citoyens de manière légitime, honnête et inclusive, et ceci par des filières qui assureront la bonne réputation des institutions supérieures de contrôle des finances publiques ;

**Les avantages de la coopération entre les institutions supérieures de contrôle et les citoyens afin d'améliorer la reddition des comptes publics**

**Répondant** à l'intérêt croissant que les citoyens et d'autres parties prenantes témoignent pour le contrôle des finances publiques et la transparence ainsi que pour la nécessité d'adapter les services publics aux besoins des citoyens ;

**Conscients** que les citoyens sont devenus les partenaires naturels des institutions supérieures de contrôle lorsqu'il s'agit d'améliorer la transparence des mécanismes redditionnels ;

**Conscients** que les Nations Unies ont identifié des démarches participatives complémentaires, traditionnelles et nouvelles, relatives à la fourniture des services publics comme étant une méthode utile pour les pays cherchant à atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) ;

**Conscients** que dans l'élaboration de pratiques efficaces de coopération entre les institutions supérieures de contrôle et les citoyens, le rôle des institutions supérieures de contrôle qui fait la différence dans la vie des citoyens peut être encore renforcé sans pour autant mettre en danger leur mission traditionnelle et sans compromettre l'indépendance de ces institutions ;

**Convaincus** que des partenariats forts entre les institutions supérieures de contrôle et les citoyens font progresser sensiblement le développement économique et durable, une meilleure prestation des services et la lutte contre la corruption ;

**Sachant** que les citoyens comme utilisateurs finaux des activités et services du gouvernement sont une source riche en connaissances et informations sur la performance et les actions du gouvernement ;

**Conscients** que le dialogue suivi avec les citoyens sensibilise ces derniers aux activités des institutions supérieures de contrôle et renforce la confiance de la population dans l'administration publique ;

**Sachant** que la communication efficace des institutions supérieures de contrôle avec les citoyens stimule leur intérêt et leur participation dans les affaires publiques et que les organisations de la société civile peuvent aider les citoyens à être vigilants au sujet du caractère adéquat de la fourniture des services publics ;

**Conscients** que la communication et la présentation de rapports sur des irrégularités et des risques potentiels améliorent la reddition des comptes et aident la société à prendre des décisions renseignées ;

**Constatant** que la prise de conscience des attentes des citoyens permet aux institutions supérieures de contrôle de les inclure, selon les cas, dans leurs plans stratégiques et leurs plans d'action et de contrôle, ce qui pourrait en même temps conférer à leurs rapports une crédibilité plus grande ;

**Conscients** que les informations crédibles liées aux activités d'audit que les citoyens transmettent aux institutions supérieures de contrôle vont sûrement améliorer l'efficacité et l'efficience des activités d'audit ;

**Conscients** que les audits sociaux sont une bonne méthode pour amener les citoyens, en tant que destinataires des services du gouvernement, à rassembler les éléments de preuve d'irrégularités et de cas de corruption et à demander des mesures correctrices ;

**Conscients** que plusieurs institutions supérieures de contrôle, tant dans les pays développés que dans les pays en développement, font déjà participer les citoyens à leurs différentes stratégies et procédures et que certains Groupes de travail régionaux de l'INTOSAI ont déjà instauré la participation des citoyens comme principe de l'obligation redditionnelle ;

**Recommandations en vue d'une amélioration de la reddition des comptes publics par la coopération entre les institutions supérieures de contrôle et les citoyens**

Les participants au 21<sup>ème</sup> Symposium ONU/INTOSAI recommandent ce qui suit :

**Appliquer** les principes consacrés dans les Déclarations de Lima et de Mexico, notamment le principe de l'indépendance des institutions supérieures de contrôle comme organisations modèles,

- a. assurer que les constatations d'audit soient pertinentes, claires et concises et donc faciles à comprendre par le grand public ;
- b. soumettre les rapports d'audit, les constatations et les recommandations au Parlement et les mettre à la disposition de toute autre partie prenante ;
- c. diffuser et expliquer les rapports d'audit directement aux citoyens par des moyens innovants et efficaces comme des sites web, des interviews dans les médias, des communiqués de presse et des conférences ;

- d. rendre facilement accessibles les produits et services d’audit des institutions supérieures de contrôle sur les sites web, dans les bibliothèques, sur demande ou par d’autres moyens appropriés ;

**Poursuivre** les efforts visant à faire adopter par l’Assemblée générale des Nations Unies une résolution appuyant les principes établis dans les Déclarations de Lima et de Mexico et reconnaissant les activités de l’INTOSAI ;

**Appliquer** le Cadre de l’INTOSAI pour communiquer et promouvoir la valeur et les avantages des institutions supérieures de contrôle comme base du renforcement de la crédibilité des institutions supérieures de contrôle et dans le but d’améliorer les conditions de vie des citoyens ;

**Accroître** les connaissances du public concernant l’activité et le rôle des institutions supérieures de contrôle ainsi que la valeur ajoutée qu’elles apportent à l’État et à la population dans son ensemble par une couverture médiatique continue, des campagnes publiques, l’utilisation des médias sociaux et d’autres mesures de sensibilisation, dans les langues locales si cela est nécessaire ;

**Élaborer** des programmes ciblés de sensibilisation de la population par une coopération active avec le monde universitaire et d’autres institutions de recherche ;

**Développer** des relations permanentes étroites entre les ISC et les Parlements en vue d’accroître la transparence et la responsabilité, ce qui aura une influence positive sur la confiance de la population dans le gouvernement et ce qui renforcera la démocratie ;

**Encourager** l’INTOSAI à collaborer étroitement avec l’UIP pour soutenir ses efforts visant à renforcer la capacité des Parlements à exercer leur contrôle et à exécuter leurs fonctions budgétaires et d’audit ;

**Établir** de bonnes relations entre les institutions supérieures de contrôle et leurs parties prenantes et renforcer les liens avec les citoyens, les organisations sociales, les autorités nationales et les analystes en vue d’améliorer la reddition des comptes et la transparence dans la gestion des ressources publiques ;

**Élaborer** et mettre en œuvre des stratégies de relations publiques et de communication en vue d’une communication active, correcte et transparente avec les médias, construisant ainsi des relations de confiance mutuelle ;

**Soutenir** les systèmes de transparence budgétaire et les mesures visant à informer les citoyens sur l'ensemble de la procédure budgétaire, y compris les amendements et l'exécution de la loi des finances ;

**Reconnaître** les modèles existants de contribution/collaboration/participation des citoyens, notamment dans les procédures budgétaires en vue d'améliorer les conditions de vie des citoyens. Dans cette logique, encourager l'INTOSAI à collaborer avec l'International Budget Partnership (IBP) et d'autres organisations, y compris par le biais de la plate-forme commune ONU/INTOSAI, et à envisager de participer au Steward's Committee de l'initiative multipartite coordonnée par l'IBP ;

**Encourager** la participation des citoyens en élaborant des mécanismes permettant de recueillir et de suivre les plaintes portant sur des cas de non-conformité et de mauvaise gestion et les suggestions relatives à l'amélioration de l'administration publique et des prestations de services, le tout dans le but de pouvoir mieux déterminer les futurs domaines d'intervention, l'étendue et les risques des audits et d'assurer et de suivre le retour d'information aux citoyens, promouvant ainsi le suivi des recommandations des institutions supérieures de contrôle ;

**S'engager** à contribuer au Sommet Rio +20 sur le changement climatique en juin 2012, à l'invitation des Nations Unies, par le biais des mécanismes de l'INTOSAI ;

**Établir** avec le Département des Affaires Économiques et Sociales (DAES) de l'ONU un programme commun en vue de renforcer les capacités dans tous les pays, y compris les coopérations mutuelles et partenariats entre pays développés et pays en développement, dans le but d'améliorer le processus d'audit, la transparence et l'éradication de la corruption à tous les niveaux et l'élimination de la pauvreté, fournissant ainsi une contribution globale à la mise en œuvre des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) ;

**Contribuer** en particulier à la prévention de la corruption, conformément à l'esprit de la Convention des Nations Unies contre la corruption (CCC) ;

**Encourager** l'échange d'informations et d'expériences entre les institutions supérieures de contrôle en vue d'une interaction efficace et efficiente avec les citoyens, y compris les audits sociaux ;

**Élaborer** des conseils de l'INTOSAI relatifs à la coopération avec les citoyens dans le cadre du programme d'activité du Groupe de travail de l'INTOSAI sur la valeur et les avantages des institutions supérieures de contrôle. Ces conseils devraient exposer les modalités et conditions dans lesquelles il conviendra de réagir aux opportunités aussi bien qu'aux risques associés à la communication avec les citoyens.

## 5. EVALUATION

Le thème du Symposium intitulé « Pratiques efficaces de coopération entre les ISC et les citoyens afin d'améliorer la reddition des comptes » a traduit une reconnaissance croissante du besoin d'approfondir les processus participatifs pour les questions ayant trait à l'administration publique et a permis d'évaluer, d'une part, comment les Institutions supérieures de contrôle intègrent les citoyens dans leur propre travail et, d'autre part, comment les ISC communiquent leur travail aux citoyens.

Les participants ont identifié, évalué et échangé des connaissances à l'échelle internationale, en l'occurrence les façons dont les ISC de pays du monde entier intègrent les citoyens ; les innovations sous examen et considération dans ce domaine comme partie intégrante du développement institutionnel des ISC, par exemple : les rapports d'audit dans les médias, la participation des citoyens dans les comités consultatifs ou conseils interinstitutionnels, la décision de réaliser des audits déterminés sur des demandes formulées par un certain nombre de citoyens etc.

L'échange systématique d'information sur des questions partagées qui ont trait à la reddition des comptes du secteur public, entre les citoyens et leur société civile et des organisations du secteur privé avec les ISC aide à assurer que tout aspect lié au gouvernement est tenu comptable envers les personnes. Des discussions publiques informées, des délibérations inclusives et un engagement actif, englobant des acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux, accroissent l'économie, l'efficacité, l'équité, la légalité et l'éthique des opérations gouvernementales.

Le niveau de participation ( un grand nombre de délégués et d'ISC/organisations représentées ) a montré un vif intérêt professionnel pour les questions discutées, et les contributions à la fois positives et vivantes ont marqué la preuve de l'engagement sérieux et de la volonté tant d'échanger que d'analyser les leçons apprises et d'apporter un soutien mutuel.

A la fin du Symposium, les participants ont été invités à remplir un questionnaire afin de déterminer dans quelle mesure les objectifs ci-haut ont été atteints.

L'analyse des réponses ( approx. 60 % de retour ) a montré que les objectifs du Symposium ont été atteints de manière exemplaire. Une vaste majorité de participants ont qualifié le Symposium de positif ( 93 % hautement positif, 6 % positif ). 92 % des participants ayant répondu ont indiqué que le thème choisi était « extrêmement pertinent », 7 % l'ont considéré « hautement pertinent ». 78 % ont trouvé que le savoir-faire acquis pouvait être « extrêmement bien » utilisé au sein de leurs ISC, tandis que 19 % ont indiqué qu'il pouvait être « très bien » utilisé au sein de leurs ISC. 87 % ont qualifié le bénéfice

professionnel qu'ils ont pu en tirer d' « extrêmement élevé », 12 % ont indiqué qu'il était « élevé ». 83 % des participants interrogés ont dit que la structure du Symposium constituée de présentations, études de cas et discussions, ainsi que son organisation étaient « excellentes », et 16 % les ont qualifiées de « bonnes ». 88 % des participants interrogés ont été « extrêmement satisfaits » de l'organisation du Symposium, 12 % l'ont qualifiée de « très satisfaisante ».

Certaines observations plus spécifiques reçues ont suggéré d'/de

- attribuer plus de temps aux discussions ( y inclus les discussions de groupe ) et avoir moins de présentations ;
- imposer des limitations de temps de parole durant les débats et se concentrer davantage sur les thèmes du Symposium ;
- fournir la documentation aux participants avant le début d'un Symposium ;
- fournir les documents de façon plus respectueuse de l'environnement ( sticks USB ou cédéroms au lieu de fichiers papier ) ;
- assurer une meilleure climatisation de la salle de conférence et fournir des tables pour tous les participants.

## ANNEXES

---

Exposés et présentations ( seulement disponible de manière électronique<sup>1</sup> )

---

### 1 Ouverture

- 1.1 Dr. Josef Moser, Président de la Cour des comptes autrichienne, Secrétaire général de l'INTOSAI, Autriche
- 1.2 Sha Zukang, Secrétaire général adjoint, Département des Affaires économiques et sociales, ONU

### 2 Exposés techniques

- 2.1 Communication entre les ISC et les citoyens pour améliorer la reddition des comptes  
Jacek Jezierski, ISC de Pologne
- 2.2 Sensibiliser les citoyens au travail des ISC  
Ahmed El Midaoui, ISC du Maroc
- 2.3 Communication d'informations spécifiques liées à l'audit à l'intention des citoyens  
Sergey Vadimovich Stepashin, ISC de la Fédération de Russie
- 2.4 Communication liée aux contrôles transmis aux ISC par les citoyens,  
Amitabh Mukhopadhyay, ISC d'Inde
- 2.5 Document d'information  
Meredith Edwards, CEPA, ONU
- 2.6 Rapports et études de cas  
Aroldo Cedraz, ISC du Brésil  
Sandra Morelli Rico, ISC de la Colombie  
Hadi Poernomo, ISC d'Indonésie  
Ellen van Schoten, ISC des Pays-Bas

---

<sup>1</sup> de manière électronique comme « .pdf » sous :  
<http://www.intosai.org/fr/manifestations/seminaire-ouuintosai/chronologie-themes-rapports.html>

- 2.7 Moyens et conditions nécessaires pour intégrer les citoyens dans le processus d'audit  
Dasheng Dong, ISC de Chine
- 2.8 Rapports et études de cas  
Nancy Torreblanca, ISC du Paraguay  
Patricia A. Dalton, ISC des Etats-Unis
- 2.9 Valeurs, avantages et défis d'une coopération entre les ISC et les parlements :  
points de vue des parlements  
Anders B. Johnsson, UIP
- 2.10 Valeurs, avantages et défis d'une coopération entre les ISC et les citoyens :  
points de vue des citoyens  
Marta Oyhanarte, CEPA, ONU
- 2.11 Valeurs, avantages et défis d'une coopération entre les ISC et les citoyens :  
points de vue des ISC  
Kyuhoo Jo, ISC de Corée  
Terence Nombembe, ISC d'Afrique du Sud
- 2.12 Rapports et études de cas  
Rocio Acosta Zuniga, ISC du Costa Rica  
Vibeke R. Von Stemmann, ISC du Danemark  
Raoul Robles Segura, ISC du Mexique  
Adelina Gonzalez, ISC du Venezuela  
Enrique Peruzzotti, DESA, ONU
- 2.13 Moyens innovateurs d'une coopération entre les ISC et les citoyens dans le  
contexte des objectifs du Millénaire pour le développement des Nations Unies  
Roberto Villarreal, DESA, ONU

### 3 Rapports nationaux

3.1 Afghanistan

3.2 Algérie

3.3 Honduras

3.4 Hongrie

3.5 Iraq

3.6 Congo

3.7 Micronésie

3.8 Palau

3.9 Slovénie

3.10 Swaziland

3.11 Trinité - et - Tobago

---

Liste des participants

---

Présidence technique :

Afrique du Sud M. Terence Nombembe

Intervenants :

Autriche	Dr. Wolfgang Waldner
Brésil	Ministro Aroldo Cedraz
Chine	Dr. Dasheng Dong
Colombie	Dr. Sandra Morelli Rico
Corée (République de)	M. Kyuho Jo
Costa Rica	Mme Marta E. Acosta Zúniga
Danemark	Mme Vibeke R. von Stemann
Etats - Unis d'Amérique	Mme Patricia Dalton
Fédération de Russie	Dr. Sergey Vadimovich Stepashin
Inde	M. Amitabh Mukhopadhyay
Indonésie	M. Hadi Poernomo
Maroc	Dr. Ahmed El Midaoui
Mexique	M. Raul Robles Segura
Nations Unies	M. Roberto Villarreal
Nations Unies	M. Sha Zukang
Nations Unies	Mme Meredith Edwards
Nations Unies	Mme Marta Oyhanarte
Nations Unies	M. Enrique Peruzzotti
Nations Unies	Mme Dorothee Gottwald
Paraguay	Mme Nancy Torreblanca
Pays-Bas	Mme Ellen van Schoten
Pologne	M. Jacek Jezierski
UIP (Union interparlementaire)	M. Anders B. Johnsson

Participants:

Afghanistan	Prof. Mohammad Sharif Sharifi M. Ahmad Nawid Poya
Afrique du Sud	M. Bhana Pramesh
Algérie	M. Djaffer Zioui
Allemagne	Mme Nicole Botha Mme Ruth Abraha
Arabie saoudite	Dr. Osama Jafar Faqeeh M. Rashad M. Kassim
Argentine	Mme Vilma Noemi Castillo
Azerbaïdjan	M. Adil Maharramov M. Mubariz Huseynquliyev
Bahreïn	M. Hassan Khalifa Al Jalahma M. Hamza Al Zubair
Belgique	M. Ignace Desomer M. Robert Devos
Botswana	M. Robby B. Sebopeng M. Kealeboga Molelowatladi
Brésil	M. Luiz Akutsu
Brunéi Darussalam	Mme Siti Noor Munirahsafawati Mohammad Mme Dk. Siti Norbaya Pg. Shahminan
Bulgarie	M. Tzvetan Tzvetkov M. Valeri Apostolov
Chine	M. Zhenlong Cui M. Zhou Xun
Corée	M. Seongjun Kim Mme Kim Minjung
Costa Rica	Mme Maritza Sanabria Masis
Croatie	Mme Marija Grguric Mme Nediljka Rogosic
Danemark	Mme Christina Haupt Jorgensen
Espagne	Mme María José de la Fuente de la Calle
Etats - Unis d'Amérique	M. Stephen Sanford
Ethiopie	M. Gebremichael Assefa Desta M. Waktole Shasho Mekonnen

Fédération de Russie	M. Nikolay V. Paruzin M. Azat Shakirov
France	M. Michel Valdiguie
Géorgie	Mme Irena Melua M. Giorgi Alasania
Guyana	M. Deodat Sharma
Hongrie	M. László Domokos Mme Erzsébet Németh
IBP (International Budget Partnership)	Mme Delaine McCullough M. Paul Zeitz
Indonésie	M. Bahtiar Arif
Iraq	Dr. Abdul Basit Turki Saeed M. Saeed Salman M. Mudhar Al-Bayat M. Husamuddin Abdulsattar
Italie	M. Luigi Giampaolino M. Giovanni Coppola M. Francesco Alfonso
Liban	Judge Ramzi Nohra M. Joseph Kesserouani
Maldives	M. Ibrahim Niyaz
Malte	M. Anthony C. Mifsud M. Charles Deguara
Maurice	M. Rajun Jugurnath
Micronésie	M. Haser Hainrick M. Kelly Samuel
Moldavie	M. Serafim Urechean
Monténégro	M. Branislav Radulovic M. Milan Dabovic
Mozambique	Mme Filomena Cacilda Maximiano Chitsonzo
Namibie	M. Junias Etuna Kandjeke Mme Maretta Eimann
Nations Unies	Mme Carman Lapointe Mme Angela Capati-Caruso Mme Anni Haataja
Norvège	M. Oivind Berg Larsen
Ouganda	Mr. Stephen Kateregga
Palau	M. Satrunino Tewid

Panama	Mme Yany E. Chávez R. M. Roger A. Cerrud
Paraguay	M. Fabián Forestrieri
Pays-Bas	Mme Marie-Chantal Emmaneel
Philippines	Mme Gracia M. Pulido-Tan M. Noel C. Esquela
Pologne	Mme Kamila Żyndul Mme Katarzyna Kopec
République démocratique du Congo	M. Ernest Izemengia Nsaa-Nsaa M. Kltambala N'Gbeze
Roumanie	M. Valentin Alexandru Chis Mme Doina Draniceanu
Royaume - Uni	M. David Goldsworthy
Serbie	M. Radoslav Sretenović Mme Iva Vasilic Mme Natalija Catovic
Sierra Leone	M. Tamba Momoh
Slovénie	Mme Nina Furman
Suède	Mme Ulrika Walldén M. Oskar Karneback
Suisse	M. Kurt Grüter
Swaziland	M. Africa Elphas Hadebe
Tanzanie	M. Ludovick S.L. Utouh M. Edwin Rweyemamu
Trinité - et - Tobago	M. Gary Peters
Turquie	Dr. Recai Akyel Dr. Omer Kose
Uruguay	Dr. Siegbert Rippe Kaiser Mme Diana Marcos
Zambie	M. Davy Siame Mme Regina M. Chilupula
Zimbabwe	Mme Mildred Chiri

Autriche – Cour des comptes

Dr. Josef Moser  
Mme Elisabeth Dearing  
M. Robert Sattler  
Mme Monika Siller  
M. Wolfgang Wiklicky

Secrétariat général de l'INTOSAI

M. Herbert Baumgartner  
Mme Gabriela Eger  
Mme Manuela Ernst  
Mme Sandra Fuchs  
Mme Monika Gonzalez-Koss  
Mme Elisabeth Kreith  
Mme Elisabeth Müller  
Mme Susanne Schwarz  
Mme Renate Vocedalek  
Mme Annibelle Walch